

Perspectives allemandes : la Bundeswehr en 1967

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **112 (1967)**

Heft 5

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343362>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Perspectives allemandes : La Bundeswehr en 1967

Il y a quelques mois, le « malaise » de la Bundeswehr — après l'affaire des Starfighter, puis la démission de trois généraux — avait quelque peu ému l'opinion publique ouest-allemande.

Du moins cette sorte de crise a permis — au cours des débats suscités au Bundestag — de clarifier la situation. Les divers orateurs ont d'ailleurs rendu un hommage mérité aux soldats et chefs de la Bundeswehr, qui est sortie grandie de cette évocation. Sur le plan des institutions et des méthodes il en est résulté une meilleure structure des services du Ministère de la défense, où les attributions des chefs militaires ont été heureusement accrues. En bref, si moralement l'armée a trouvé la place qui lui revient dans la jeune démocratie allemande, sur le plan technique la hiérarchie militaire a été également dotée des moyens de commandement et d'administration qui lui manquaient antérieurement ¹.

Mais, compte tenu de ces incontestables améliorations, quelles sont les perspectives de la Bundeswehr pour 1967? Pour répondre à cette question nous évoquerons d'abord la politique militaire ouest-allemande, telle que vient de la définir, dans ses grandes lignes, le nouveau Ministère de la défense. Nous donnerons ensuite un bref aperçu des conclusions tirées de l'exercice *Panthersprung*, la plus grande manœuvre organisée par la Bundeswehr depuis sa formation. Nous passerons, enfin, rapidement en revue les difficultés et espoirs des trois armées.

LES DÉCLARATIONS DE M. SCHRÖDER

La déclaration gouvernementale de M. Kiesinger avait défini la position du nouveau cabinet vis-à-vis de l'Alliance atlantique. Elle avait préconisé, en outre, une étroite coopération franco-allemande pour la définition d'une politique

¹ Cf. à ce sujet nos deux études : — « Crise de la Bundeswehr? » *Revue militaire suisse* — octobre 1966. — « Le malaise de la Bundeswehr » — *Revue des deux mondes* — 1^{er} novembre 1966.

militaire commune ajustée aux plans européen et allié. Le nouveau chancelier avait surtout précisé que l'Allemagne n'avait aucune ambition nucléaire, « qu'il s'agisse de la possession ou du droit de disposition des armes atomiques ». Le ministre des Affaires étrangères, M. Willy Brandt, allait en quelque sorte — au cours du débat au Bundestag — au-delà de cette position de principe, en ajoutant que — tout en respectant ses engagements — la République fédérale se réservait le droit d'adhérer, éventuellement, à une force nucléaire européenne, dans le cadre possible d'une Europe unie...

C'étaient là des déclarations relatives à la mission et aux obligations de l'Allemagne dans le cadre de l'OTAN. Mais les militaires attendaient des directives plus précises de leur nouveau ministre. M. Schröder a eu l'occasion de les formuler, dans leurs grandes lignes, lors des cérémonies qui ont marqué le dixième anniversaire de la fondation de la « Führungsakademie », où est formée actuellement l'élite des officiers d'état-major et futurs grands chefs de la Bundeswehr.

Avant tout, le ministre a évoqué la question des effectifs et du recrutement des forces armées ouest-allemandes. En effet, la presse avait annoncé la possibilité d'une éventuelle réduction du volume des trois armées, en raison des difficultés budgétaires, cause de la récente crise ministérielle. Elle avait également publié des articles qui préconisaient la mise sur pied d'une armée de métier.

M. Schröder — tout en gardant une certaine réserve sur les effectifs ultérieurs — a tenu à préciser que, dans l'immédiat, les actuels 460 000 hommes des forces allemandes étaient maintenus. Il a seulement fait remarquer que, pour le futur, la question restait ouverte, que la primauté de la politique s'imposait en la matière. Et il expliquait que, si donc les considérations d'ordre militaire influaient sur la politique générale, elles n'étaient pas seules à jouer dans les décisions du gouvernement. Dans ces conditions, l'on ne sait pas si — et, éventuellement, quand — pourrait être reprise l'idée de porter à 500 000 hommes l'effectif de la Bundeswehr.

Par contre, le ministre a déclaré fermement qu'il n'était pas question de supprimer le service obligatoire en République fédérale. Il y a lieu de remarquer ici que cette mesure eût été contraire à la notion du « citoyen en uniforme », à laquelle sont attachés les théoriciens des deux partis actuellement au pouvoir. Toutefois, il convient de préciser qu'une autre forme d'application de ce principe a été proposée récemment par certains auteurs. Ceux-ci entrevoyaient la possibilité — très difficile à réaliser selon eux — d'une armée allemande comprenant, d'une part, des formations de métier, de l'autre, une immense milice immédiatement mobilisable. Mais, ajoutaient ces auteurs, avant de procéder à une telle réforme, il faudrait créer, en République fédérale, un certain esprit civique, comparable à celui qui a permis la mise sur pied des actuelles forces suisses. De toute manière, une telle organisation ne serait pas à envisager dans un proche avenir : elle n'a donc pas dû entrer dans les préoccupations du moment de M. Schröder.

Par contre, une certaine adaptation — sur laquelle nous reviendrons au cours de nos développements — s'impose à la Bundeswehr et a été annoncée par le ministre dans son exposé. C'est celle qu'exige la guerre moderne dans l'ambiance nucléaire. Et M. Schröder a tenu à préciser que la structure future de l'armée allemande devra donc s'effectuer sous le double signe de la « flexibilité » et de la mobilité. Même au-dessous de l'échelon brigade, il y aura lieu, a-t-il dit, de permettre le jeu des différentes armes, par la constitution institutionnelle de groupements tactiques. Ceux-ci devront être capables de mener, dans une certaine mesure, un combat indépendant, compte tenu de la « dispersion » actuellement indispensable du fait de la menace nucléaire. Ces remarques rejoignent certaines déclarations faites par le général de Maizière, inspecteur général de la Bundeswehr, fin 1966.

Passant au domaine de la stratégie occidentale, M. Schröder a évoqué la doctrine américaine de la riposte adaptée.

Mais, a-t-il ajouté, l'efficacité de l'OTAN dépend de deux facteurs essentiels qui sont :

— l'engagement américain vis-à-vis de l'Alliance et la mise à la disposition de celle-ci, en Europe, d'armes atomiques et conventionnelles ;

— la présence constante, en Europe, de grandes unités américaines.

A-t-il voulu faire allusion, de la sorte, à la tentation pour les Etats-Unis, de tirer des conclusions trop optimistes de l'exercice « Big Lift » et d'en profiter pour fournir une assistance essentiellement sous la forme de divisions acheminées d'Amérique par aéro-transport en cas de conflit ? L'on sait que cette thèse, qui serait de nature, aux yeux de ses partisans, à autoriser une sérieuse diminution des forces US stationnées en Allemagne, est très combattue en République fédérale...

Quoi qu'il en soit, M. Schröder a précisé ensuite qu'à son avis l'Allemagne ne pourrait, en cas d'agression venant de l'Est, être défendue efficacement que par des moyens atomiques. Il est à remarquer qu'au cours de l'exercice « Panthersprung », qui sera évoqué dans la suite de notre exposé, de nombreuses interventions nucléaires avaient été prévues. Mais, du fait de l'emploi de l'arme majeure en Europe, la « substance allemande » sera forcément atteinte. C'est là une idée souvent énoncée dans la presse allemande. Mais le ministre a tenu sans doute à la rappeler, pour souligner le rôle des forces armées fédérales, compte tenu de la menace nucléaire.

Ici, le ministre a reproduit en quelque sorte la thèse bien connue du général Beaufre. Il a déclaré, en effet, que la mission de la Bundeswehr, c'était essentiellement la dissuasion. Mais encore, dit M. Schröder — conformément au raisonnement du général français — faut-il que cette dissuasion soit crédible. Or, elle ne le sera d'abord que par la présence de forces nucléaires américaines sur le territoire fédéral et si

l'armée allemande est elle-même adaptée à la guerre atomique. La Bundeswehr subira donc une certaine transformation. Mais si celle-ci comporte la mise sur pied d'unités moins volumineuses, par contre il faudra doter ces dernières d'un matériel coûteux, par exemple, en munissant les véhicules de transport du blindage nécessaire. D'où des répercussions budgétaires.

Dans tous les cas, a poursuivi le ministre, il importe de maintenir et même de renforcer le potentiel de la Bundeswehr. Car — en dépit du moindre danger actuel — il y a lieu de constater que la puissance militaire de l'alliance du Pacte de Varsovie n'a nullement diminué; elle a même été améliorée par un grand effort de modernisation. Et l'envoi d'éléments soviétiques vers l'Est ne représente pas une atteinte au potentiel communiste, puisque les moyens des satellites européens ont été, entre-temps, renforcés. De toute manière, la République fédérale doit avoir aussi son mot à dire pour la mise en œuvre d'armes atomiques engagées sur le territoire allemand ou dirigées sur des objectifs s'y trouvant. Puis, dépassant quelque peu le cadre de l'emploi et de la mission de la Bundeswehr, M. Schröder a évoqué le rôle de l'Alliance dans la poursuite d'une détente en Europe. Il a déclaré: « Nous sommes pour une détente durable. Quant à la question de savoir comment normaliser les relations entre Etats de l'OTAN et Etats du Pacte de Varsovie, elle est vivement débattue à l'intérieur et à l'extérieur. La République fédérale répond positivement aux propositions bien équilibrées qui ne compromettent pas la sécurité allemande. En aucun cas la renonciation à notre sécurité ou à la réunification ne saurait être le prix de la détente. » M. Schröder précisait encore: « C'est la défense de la totalité du territoire fédéral qui constitue l'objectif de notre politique de défense. Dans aucun cas, nous ne donnerons notre accord pour des plans prévoyant l'abandon de portions de notre pays. »

Telles sont les déclarations essentielles de M. Schröder. Entre-temps est intervenue, entre la France et l'Allemagne,

la convention pour le statut des forces françaises stationnées en territoire allemand. Les généraux Lemnitzer et Ailleret ont signé celle qui doit régler l'emploi de ces troupes en cas de conflit. Ces deux accords ont été accueillis avec satisfaction par l'ensemble de l'opinion publique en Allemagne. La coopération entre les divisions du général Massu et la Bundeswehr restera donc aussi cordiale et facile que par le passé. Elle a existé, au niveau de la troupe, au cours de l'exercice « Panthersprung ». Mais que peut nous apprendre cette grande manœuvre, destinée à tester la valeur combative des forces fédérales?

ENSEIGNEMENTS DE L'EXERCICE « PANTHERSPRUNG »

Ces manœuvres devaient permettre la vérification de trois points: mobilité des unités; exploitation des possibilités offertes par la « troisième dimension », c'est-à-dire coopération Terre-Air; enfin, valeur de la coopération à l'intérieur de l'OTAN, jusqu'à l'échelon compagnie.

La phase la plus importante — et la plus difficile — fut celle dans laquelle la 2^e Panzerdivision, en pleine progression vers le Sud avec ses deux brigades blindées, reçut l'ordre d'obliquer brusquement vers le Nord, pour attaquer de flanc une attaque en cours — une centaine de kilomètres à l'Est — en direction du nord-ouest, exécutée par des forces germano-américaines. Ces dernières avaient déjà été prises en tenaille par un groupement d'arrêt germano-belge et un débarquement de troupes aéroportées.

Le général Schnez, commandant le III^e CA et directeur de la manœuvre, s'est déclaré très satisfait des résultats constatés. L'exercice a mis en évidence le fait, a-t-il précisé, que dix ans après sa reconstitution, l'armée allemande est de nouveau capable de mobilité, tactique aussi bien que stratégique, dans le combat défensif.

Toutefois, a-t-il laissé entendre, ces manœuvres d'automne ont montré que beaucoup restait à faire en matière de standardisation. Car de nombreuses unités alliées — belges,

françaises, britanniques et américaines — avaient participé à l'exercice. La liaison a d'ailleurs été parfaite entre elles et, a précisé le général Schnez, la question linguistique ne s'est jamais posée dans leurs relations. Un observateur ayant constaté que le général Massu — « présent, mais non participant » — s'était tenu à l'écart des autres personnalités, faisait remarquer malicieusement — dans son compte rendu dans « Die Welt » — que si le dégagement français de l'OTAN se traduisait par une abstention au sommet, par contre, au niveau des unités, l'entente était parfaite. Et il citait l'exemple de tel lieutenant d'artillerie français qui, avec enthousiasme et précision, s'était d'emblée inséré dans la manœuvre avec son unité.

La coopération a été parfois très impressionnante de précision. Ce fut le cas notamment d'interventions d'avions partis de terrains de Grande-Bretagne ou du Portugal, acheminés sur le front par TSF, puis dirigés sur l'objectif par des observateurs aériens au sol.

L'état sanitaire, a déclaré le général Moll, inspecteur de l'Armée de terre, était parfait, également chez les quelque 5000 réservistes convoqués. Le moral avait été excellent chez tous les 50 000 participants de « Panthersprung ». Aucune critique n'avait été formulée au sujet des fatigues de ces trois jours, au cours desquels certaines unités n'avaient pu manger pendant vingt-quatre heures ou avaient été privées de sommeil pendant trente heures. Le général Moll a précisé que les nouvelles structures d'unités, reconnues nécessaires à l'issue des manœuvres, seraient expérimentées au cours de l'année 1967, mais que les décisions définitives à cet égard n'interviendraient pas avant 1968.

En somme, « Panthersprung » a été un exercice particulièrement intéressant en tant que test du combat de la Bundeswehr, en liaison avec des unités alliées. Mais les trois armées devront, dans un proche avenir, envisager certains problèmes importants et surmonter encore bien des difficultés. Lesquelles ?

LA BUNDESWEHR ET SES PROBLÈMES DU MOMENT

Avant tout, la Bundeswehr doit faire face à un déficit de personnel. Il lui manque actuellement environ 5000 officiers et près de 40 000 sous-officiers, bien qu'un léger courant d'engagements se soit manifesté récemment.

Par ailleurs, l'Armée de terre, si elle comprend douze divisions — une réelle performance dans un temps record — a dû se contenter de « tranches divisionnaires » très faibles. Ce fait apparaît surtout lorsqu'on compare les forces allemandes à celles que les Américains entretiennent en Allemagne. En effet, avec un peu plus de 200 000 hommes, les Etats-Unis ne forment, en territoire fédéral, que cinq divisions : leur tranche divisionnaire atteint 41 000 hommes. C'est dire que leurs grandes unités sont bien appuyées par des formations de corps et d'armée substantielles. Les divisions allemandes, au contraire, sont au nombre de douze, pour une armée de terre de 290 000 hommes. C'est dire qu'au combat elles ne devront compter que sur elles-mêmes. Peut-être l'augmentation, à 500 000 hommes, de la Bundeswehr — si elle était ultérieurement envisagée — permettrait une certaine amélioration de la situation. Mais dans l'immédiat, avons-nous constaté, un tel accroissement n'est pas prévu.

La mise sur pied des *forces territoriales* est en bonne voie, en dépit de réelles difficultés. Elle va bénéficier, dans un proche avenir, d'une certaine priorité. En décembre, le 7500^e réserviste affecté à ces unités est arrivé au camp d'instruction de la DOT pour y recevoir son instruction de spécialiste. On estimait que l'organisation générale, dans les 81 cercles, serait achevée en avril, pour l'ensemble de l'armée territoriale, date à laquelle 10 000 réservistes auront été entraînés. Au terme d'une deuxième phase, qui doit se terminer en avril 1968, ce nombre passera à 30 000 hommes. L'instruction, actuellement de huit jours, sera portée à douze.

Quant à la *Luftwaffe*, elle s'efforce, sous la direction de son nouveau chef, le général Steinhoff, de surmonter les diffi-

cultés qui ont abouti aux regrettables accidents mortels des Starfighter. Au cours d'une interview accordée par l'inspecteur des forces aériennes au journal « Die Welt », le général a exposé ses projets. Il a expliqué que le Starfighter, cet appareil interdit de vol après de nombreux accidents, avait pourtant fait ses preuves dans l'aviation canadienne.

Mais, a-t-il précisé, la mise en œuvre de cet avion demandait, de la part du personnel appelé à le piloter, certaines qualifications. Or, ces conditions, à cause de nombreuses mutations, notamment par appel prématuré au service d'état-major, ne se trouvaient plus remplies dans la Luftwaffe. On compte quelque 3000 heures de vol par pilote canadien moyen. Dans la Luftwaffe, les officiers sont très peu nombreux à atteindre les 1500 heures. Et même pour arriver à cette moyenne sur avion à réaction, il faudrait attendre 1971 / 1972 et à condition que le personnel en question soit maintenu suffisamment longtemps dans les formations.

En gros, estime le général Steinhoff, l'officier pilote devrait accomplir quinze ans de vol, après sa nomination au grade de sous-lieutenant. C'est-à-dire qu'il aurait alors quarante ans. Toute interruption d'une assez longue durée — par envoi dans une école ou dans l'état-major — comporte une grande part de risques. Et, cependant, il est indispensable que certains pilotes soient envoyés dans la « Führungsakademie », où sont instruits les officiers d'état-major et les futurs grands chefs.

La formation d'un pilote d'avion à réaction coûte environ 1,8 million de marks. Or, dans les conditions du moment, par poste de pilote, cette somme est dépensée deux, trois, voire quatre fois en quinze ans. Ce qui représente un véritable gaspillage. On pourrait donc économiser jusqu'à 100 millions de marks par an, par une meilleure politique du personnel. Actuellement, il y a trop d'officiers à temps entraînés comme pilotes de Starfighter. Et trop d'officiers de carrière, pilotes d'avions à réaction, sont mutés.

Mais il y a aussi trop peu de chances d'avancement pour ce personnel. Car, ce qu'il faut surtout, ce sont des comman-

dants. Il serait donc indiqué, dit le général Steinhoff, de limiter la carrière des pilotes à quarante ans d'âge et vingt années de service, alors qu'il y aurait encore la possibilité, pour eux, d'envisager une deuxième carrière.

Mais la question des pilotes n'est pas le seul problème actuellement posé à la Luftwaffe. Celle-ci manque aussi d'officiers spécialistes, techniciens de l'infrastructure. De l'avis du général, il y a encore trop d'appelés du contingent dans les formations techniques, alors que la défense anti-missiles prend une importance croissante dans l'OTAN. Pour le proche avenir, le problème de la défense aérienne constituera l'une des grandes préoccupations du commandement.

Enfin, la Luftwaffe devra, à partir de 1970, envisager la mise sur pied d'un nouveau système d'avions. Dès 1975, les Starfighter seront à remplacer par un autre matériel. Différentes options seront à considérer, notamment pour certains avions à décollage vertical. Il y a la question du Phantom et celle du LTV-A 7, pour des missions conventionnelles. Pour les avions à décollage vertical, il s'agit d'une solution à longue échéance, impossible pour la Luftwaffe, avant une quinzaine d'années.

Mais, ajoute le général, en répondant à une question de son interlocuteur, l'adoption d'un tel matériel serait intéressante pour le développement de l'industrie aéronautique allemande. Toutefois, en raison de l'ampleur des problèmes posés, il serait indispensable de procéder alors à une sorte de fusion des industries européennes intéressées.

On peut juger, par ces propos, de la tâche immense qui attend le chef de l'aviation fédérale.

Quant à la *Marine* allemande, elle se heurte aux difficultés budgétaires. Actuellement, trois destroyers lance-fusées sont en chantier, aux Etats-Unis, pour son compte. Ils seront munis des derniers perfectionnements. Ils posséderont des « Tartar », pour le tir anti-aériens; ils seront dotés de moyens pour la lutte anti-sous-marine et de deux canons à tir rapide, pour la D.C.A. et le combat sur mer. Toute une équipe d'in-

généralistes allemands s'est rendue sur place, afin de préparer un système d'entretien efficace pour les nouvelles unités: on voudrait, ici, éviter cette situation catastrophique qui, faute de moyens suffisants, avait entraîné, dans la Luftwaffe, la cascade d'accidents mortels des Starfighter. « Nous devons, avec ce système d'armes, empêcher une deuxième affaire Starfighter », a déclaré le capitaine de vaisseau Hans Walter Buch, chef de la délégation technique allemande aux Etats-Unis, où les trois destroyers lance-fusées sont en construction à Bath, dans les chantiers de la « Bath Iron Works ».

Le premier de ces bateaux doit être lancé au printemps et être pris en compte par la Marine fédérale en été 1969. Les deux autres entreront en service à une date plus reculée.

Mais les marins allemands ont demandé, en outre, une série de dix corvettes lance-fusées et ils auraient désiré la construction, dans les chantiers navals d'Allemagne, de trois autres destroyers du type actuellement en voie de réalisation aux Etats-Unis. Il est certain que, dans l'immédiat, les nécessités budgétaires limiteront beaucoup, pour les années prochaines, les possibilités à ce point de vue.

* * *

L'armée allemande a fourni un effort considérable au cours de l'année écoulée. Le rapport du gouvernement pour 1966 fait ressortir des effectifs importants. Le personnel total de la Bundeswehr comprenait en décembre dernier, selon ce document, *627 000 personnes: 462 000 militaires* — dont 289 500 pour l'Armée de terre; 98 000 dans la Luftwaffe; 33 500 dans la Marine; 41 000 dans les Forces territoriales et dans les Services centraux. En outre, *165 000 fonctionnaires*, magistrats, employés et ouvriers sont attachés à la Défense nationale.

Le rapport signale également les déficits précis en personnel militaire en fin d'année: 5026 officiers, 1351 officiers du service de santé, environ 38 000 sous-officiers. Toutefois, le ministère laissait entrevoir une amélioration dans le recrute-

ment de ces derniers, en raison de l'octroi de primes d'attachement, lors des engagements.

Faisant allusion au malaise que traduisait la démission de plusieurs officiers généraux, le document officiel écrit que « l'analyse des causes profondes de ce malaise fit apparaître la nécessité d'une plus grande compréhension pour le caractère particulier de la profession militaire... Le Bundestag allemand a procédé à un examen de ces faits. Le Parlement et le Gouvernement fédéral — en liaison étroite avec les chefs militaires nouvellement nommés — assureront, par des améliorations d'ordre matériel, structurel et juridique, un assouplissement des servitudes qui pèsent sur le soldat, dans l'accomplissement de son service ».

Le même rapport enregistre, sans citer le général Steinhoff, les réformes intervenues dans les services du ministère de la Défense, après la nomination du nouvel inspecteur : « Le changement de personnel à la direction militaire de la Luftwaffe a été suivi d'une concentration des attributions et de celle du pouvoir de décision. Une liaison logique entre le commandement militaire et l'organisation industrielle doit se traduire par une indispensable augmentation des heures de vol, donc par une amélioration de la sécurité en vol. »

Il résulte de ce document et des faits évoqués dans notre exposé, que la Bundeswehr a surmonté de sérieux obstacles. Elle est techniquement en bonne voie. Bien intégrée désormais dans la nation, elle pourra servir la République fédérale en toute loyauté, sans risquer ces cas de conscience que n'ont pas toujours pu surmonter la Reichswehr de Weimar et la Wehrmacht du Troisième Reich.

Fernand-Th. SCHNEIDER